

Groupe de travail sur la diversité

Déclaration liminaire de la CGT

Ce groupe de travail «*prévention des discriminations*» se tient dans un contexte sécuritaire particulièrement nauséabond, en effet, en dépit des condamnations venues des plus hautes instances internationales (ONU, Parlement Européen, Conseil de l'Europe, Commission européenne), le gouvernement français persiste dans sa politique xénophobe. La loi Besson soumise au parlement il y a quelques jours instaure un régime d'exception qui relègue les étrangers ainsi que les Français d'origine étrangère dans une situation d'infériorité en matière d'égalité.

Les mesures ainsi annoncées, remettraient en cause des fondements essentiels de notre République en matière de nationalité et d'égalité de traitements. Avec ce discours Sarkozy tente de faire oublier les vrais débats de société, et contourner la montée en puissance du rejet qu'inspire sa politique de rigueur, notamment, en matière de retraites.

Ainsi depuis des mois et des semaines des millions de salariés se mobilisent contre la réforme des retraites proposée par le gouvernement. Cette réforme elle aussi ne fera qu'accroître les inégalités notamment pour les femmes.

En ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, les salariées risquent d'attendre encore de nombreuses années avant de voir leurs carrières égaliser celles de leur collègues avec les conséquences que l'on sait sur le montant de leurs futures pensions. Cela s'ajoute à l'augmentation de la durée de cotisations nécessaire, au report de l'âge légal de départ à 62 ans et 67 ans, mesures qui aggravent encore la situation des femmes.

Le projet de loi de finances pour 2011 présenté au conseil des ministres combine bel et bien baisse des dépenses publiques et hausse des impôts. Ainsi, les moyens alloués aux politiques publiques seraient amputés de 7 milliards d'euros au détriment de la satisfaction des besoins sociaux, du lien et de la cohésion sociale.

Ce sont autant de freins, de handicaps pour construire une société plus juste, plus solidaire.

Dans nos ministères et malgré les mobilisations exceptionnelles des personnels, les ministres persistent dans la mise en œuvre à marche forcée des différentes réformes. L'annonce des 3400 suppressions d'emploi ainsi que la réaffirmation de réduire de 10 % sur trois ans les dépenses d'intervention sont pour la CGT totalement contradictoires avec le discours Ministériel et ses campagnes de communication s'agissant de la lutte contre toutes formes de discriminations.

Les politiques RH s'appuyant sur un pilotage privilégiant la performance individuelle, la mobilité, la précarité induisent de fait isolement et discriminations des salariés.

Nous analysons les documents remis pour la préparation de cette réunion et notamment «*la situation sur les grandes orientations en faveur de la diversité*» comme étant des propositions totalement subordonnées aux objectifs de performance.

Enfin la démarche ministérielle de «*labélisation*» ressemble plus à une politique de communication qu'à une réelle volonté d'éradication de tous facteurs discriminants dans nos administrations. C'est pourquoi la Fédération des Finances CGT attend de cette réunion des réponses extrêmement concrètes qui dépassent le seul objectif défini par l'AFNOR à savoir «*un dispositif en matière de prévention et d'égalité des chances*». Sachant que la délivrance du label ne garantit pas que les administrations respecteront la législation.

Pour la CGT, c'est par la permanence de l'action, le rassemblement des salariés que nous pourrons combattre les politiques régressives dans nos ministères, c'est pourquoi la fédération des finances CGT appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser et à participer aux actions des 02 et 12 octobre 2010.